

RAPPORT ANNUEL 2011



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster
国際公務労連

Sommaire

Avant-propos _____	3
Services publics de qualité – Passons à l'action ! _____	4
Droits syndicaux _____	6
Égalité _____	7
Renforcement syndical et solidarité internationale _____	8
Administration publique et multinationales _____	9
Services municipaux _____	10
Santé _____	11
Services de distribution _____	12
Programme sur la migration internationale et les personnels des services sociaux et de santé _____	13
Europe _____	14
Région interaméricaine _____	15
Afrique et pays arabes _____	16
Asie-Pacifique _____	17
États financiers 2011 _____	18
Personnel de l'ISP _____	19

Couverture : Les affiliés de l'ISP aux avant-postes de la grande « *March for the Alternative* », qui a rassemblé 500 000 personnes à Londres, Royaume-Uni, le 26 mars 2011.

Avant-propos

2011 fut une année capitale, que l'Histoire retiendra pour les vagues d'indignation et les soulèvements populaires contre l'oppression et le néolibéralisme qui ont balayé le globe.

Du Printemps arabe à la révolte des personnels des services publics du Wisconsin, en passant par la colère des Indignés en Espagne et au Chili et les grèves générales récurrentes de

nos affiliés dans toute l'Europe pour dénoncer les politiques d'austérité, sans oublier le mouvement d'occupation de Wall Street né en Amérique du Nord et qui s'est propagé dans le monde entier – les travailleurs(euses) et les peuples se sont reconnus en nos appels à plus de justice sociale et d'égalité.

Les affiliés de l'Internationale des services publics ont été à l'origine ou au cœur de bon nombre de ces mouvements porteurs d'espoir, soutenus

par notre Fédération dans leur démarche de promotion des services publics de qualité et des droits syndicaux.

Je suis extrêmement fier que notre campagne « Services publics de qualité – Passons à l'action ! », dont les initiatives sont détaillées dans le présent rapport, ait été lancée en cette année historique.

Peter Waldorff
Secrétaire général



(À partir du haut, de gauche à droite) Un monde en changement en 2011 : une délégation internationale d'affiliés de l'ISP emmène la manifestation des peuples à l'occasion du G20 à Nice, France ; aux États-Unis, les affiliés protestent contre le harcèlement lancé sur le droit à la négociation collective ; vent de renouveau en Tunisie.

Services publics de qualité – Passons à l'action !

Le coup d'envoi de la campagne phare du Conseil des Syndicats mondiaux, « *Services publics de qualité – Passons à l'action !* », a été donné le 23 juin 2011, Journée internationale des services publics. L'ISP s'est chargée de sa coordination avec les Syndicats mondiaux – notamment en ce qui concerne le lancement, la conception de matériels et la construction et la mise à jour du site Internet www.QPSActionNow.org.

Des initiatives locales, associant des syndicats du public et du privé, des organisations de la société civile et des gouvernements locaux, se sont déroulées le 23 juin, en Afrique du Sud, en Thaïlande, à Hong Kong, aux États-Unis, en Bolivie, en Colombie, en Équateur, au Pérou, au Venezuela, en Inde, aux îles Fidji, au Japon, au Liban, en Bulgarie, en Lituanie, en Ukraine, au Maroc, à Maurice, en Éthiopie, au Ghana, en Russie, en Ouganda, en Espagne, en Irlande et aux Pays-Bas.

Dans une déclaration conjointe, la Fédération syndicale européenne des services publics, la Fédération

européenne des travailleurs des transports, le Comité syndical européen de l'éducation, UNI Europa, syndicat européen des services, et la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois ont apporté leur soutien à cette campagne.

Des représentant(e)s du Centre de solidarité de l'AFL-CIO, de l'AFL-CIO Michigan, de l'*American Federation of Teachers* et de l'*American Federation of Government Employees* ont publié une déclaration de solidarité avec cette campagne, au cours de rencontres avec des syndicats en Tunisie, en Algérie, en Égypte et en Palestine.

En Irlande, en Espagne et en Ukraine, d'autres affiliés de l'ISP mènent aussi des actions locales s'inscrivant dans le cadre de la campagne mondiale. De nombreux syndicats et organisations de la société civile ont signé la Charte en faveur de services publics de qualité.

En outre, l'ISP a commandé au Bureau de recherches internationales sur les services publics (PSIRU – Université de Greenwich) des rapports sur les

restrictions budgétaires dans les services publics de 30 pays. Voir l'article « *Cuts Watch* » sur www.psiru.org.

Taxe sur les transactions financières

Fait notable : l'association de la campagne « *Services publics de qualité – Passons à l'action !* » avec le mouvement international en faveur d'une taxe sur les transactions financières, également connu sous le nom de « Taxe Robin des bois ». L'affilié de l'ISP, *National Nurses United* (NNU), a organisé des actions partout aux États-Unis pour réclamer une « taxe sur Wall Street » visant à financer des soins de santé publics de qualité. L'ISP, en collaboration avec ses affiliés, la CSI et des ONG internationales, a organisé une grande action dans les médias lors du Sommet du G20, à Cannes, en novembre, pour appeler à une taxation équitable permettant de financer des services publics de qualité. Une délégation internationale de personnels de santé d'affiliés de l'ISP



Les membres des affiliés de l'ISP représentant les personnels infirmiers et soignants des États-Unis, de Corée, de France, d'Australie et d'Irlande aux côtés de l'acteur britannique et ambassadeur d'Oxfam, Bill Nighy, lors d'une conférence de presse au G20 appelant à une taxe sur les transactions financières pour relancer l'économie mondiale.



Durban (municipalité eThekweni) est une ville pilote pour la campagne de l'ISP en faveur de services publics de qualité.

a réclamé l'instauration d'une taxe sur les transactions financières pour guérir le monde de ses maux économiques. L'ISP a ensuite collaboré avec NNU pour organiser une grande réunion stratégique rassemblant les affiliés de l'ISP, les Syndicats mondiaux et de grandes ONG pour planifier une action internationale coordonnée sur la campagne « Taxe Robin des bois » en 2012.

Durban (Municipalité eThekweni), Afrique du Sud

Le projet pilote de la campagne SPQ a été lancé dans la municipalité d'eThekweni (Durban), Afrique du Sud, où aura lieu notre Congrès mondial en 2012. D'autres syndicats mondiaux, comme la Fédération internationale des ouvriers du transport, l'Internationale

de l'éducation et l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, soutiennent cette campagne par le biais de leurs affiliés locaux. L'ISP a fait appel à un coordinateur local et créé un groupe de travail composé de quatre membres représentant les syndicats, la municipalité et la société civile. La campagne a pour priorités d'améliorer les services, d'enrayer la corruption liée à la privatisation, de créer des emplois au travers de projets de formation locaux et de soutenir le Programme national de développement communautaire intégré.

Wisconsin, États-Unis

L'ISP a été invitée par l'*American Federation of Teachers* à collaborer avec les affiliés sur une campagne SPQ dans l'État du Wisconsin, dont le gouverneur lance un haro sur les services publics et la négociation collective pour financer des cadeaux fiscaux aux entreprises. Les affiliés canadiens NUPGE et CUPE ont proposé des ressources de solidarité pour la campagne menée dans le Wisconsin. Ces efforts rattachent la campagne SPQ internationale aux initiatives menées par les affiliés locaux pour créer des réseaux et organiser des activités de mobilisation, de communication, de recherche et de stratégie. ♦



Occupation de l'assemblée législative du Wisconsin pour protester contre l'offensive sur les droits des fonctionnaires.

Droits syndicaux

Le mouvement syndical, en particulier dans les services publics et la fonction publique, continue d'être confronté à des offensives concertées et coordonnées, orchestrées par les forces néolibérales. La cupidité des banques, dont les excès ont causé une crise économique et financière mondiale et siphonné les finances publiques, a ouvert un boulevard à ceux qui souhaitent priver les travailleuses et travailleurs de leur droit à négocier collectivement.

Dans beaucoup de pays européens, l'austérité sert de prétexte à l'accélération des privatisations, à la réduction des dépenses publiques, à la contraction de la taille et du rôle de l'État, et à la quasi-suppression du dialogue social et de la négociation collective dans les entreprises publiques. Le chômage est endémique.

Aux États-Unis, des États comme le Wisconsin et l'Ohio ont lancé une vaste offensive sur les droits à la négociation collective et le financement public. Entre juillet 2009 et février 2011, 327 000 emplois ont été supprimés dans la fonction publique. L'ISP a activement soutenu la riposte.

En Australie, la Nouvelle-Galles du Sud a également procédé à des coupes claires dans la fonction publique et restreint la négociation collective. Entre autres effets négatifs sur la société civile, ceci peut aussi avoir fait reculer la campagne menée par les affiliés de l'ISP en faveur de l'équité salariale dans le secteur public.

L'ISP a vigoureusement dénoncé la dégradation des droits humains et syndicaux aux îles Fidji. Le régime militaire par intérim a adopté une série de décrets antisyndicaux destinés, semble-t-il,

à littéralement rayer de la carte tout syndicat démocratique et indépendant. La *Fiji Nursing Association*, par exemple, a perdu 98% de ses revenus après l'abolition du système de prélèvement automatique des cotisations syndicales dans la fonction publique. Le 9 septembre 2011, la junte militaire a imposé de nouvelles réglementations pour les « industries nationales essentielles », dont les services publics de distribution. Celles-ci ont supprimé les conventions collectives, désigné de nouveaux interlocuteurs pour la négociation (sans qu'il s'agisse obligatoirement de syndicats), mis en place la possibilité d'un arbitrage obligatoire et limité plus encore le droit de grève.

Au Botswana, l'ensemble du secteur public a débrayé pendant deux mois pour réclamer des conditions de travail et de rémunération décentes. Le gouvernement a riposté en licenciant plus de 2 000 personnels, affirmant que ceux-ci avaient pour responsabilité de fournir des services essentiels et ne jouissaient pas à ce titre du droit de grève. Les femmes, souvent soutien de famille, constituaient la majorité du contingent. Elles font maintenant la queue chaque jour pour savoir si leur nom figure sur la liste des personnes réintégrées par le gouvernement.

En Équateur, le président Rafael Correa a essayé de forcer les personnels de la fonction publique à partir à la retraite avec une pension partielle. Les dirigeants des syndicats affiliés à l'ISP ont intenté des procédures pour que ce décret soit jugé anticonstitutionnel. Celui-ci pourrait compromettre la sécurité d'emploi de 300 000 fonctionnaires.

Printemps arabe

Contrastant avec les faits exposés ci-dessus, les soulèvements populaires qui ont agité le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont donné de l'espoir et de l'inspiration aux syndicalistes du monde entier. Les appels à la démocratie, au travail décent, à la dignité et à la justice sociale ont eu pour point d'orgue la destitution du président Ben Ali, en Tunisie, et du président Mubarak, en Égypte. Les syndicats indépendants – dont les affiliés de l'ISP en Égypte, en Algérie et en Tunisie – ont joué un rôle crucial dans ces manifestations de masse et continuent d'exercer une influence essentielle aujourd'hui.

Mais les changements et réformes sont loin d'être acquis. Il reste beaucoup à faire pour obtenir le respect des droits humains et syndicaux, pour que les conditions de vie et de travail décentes deviennent réalité, et pour combler le fossé croissant des inégalités – autant de préalables à une paix sociale durable.

Pour aider les activistes à faire passer leur message plus efficacement, l'ISP a tenu son premier Forum du Réseau d'action des communicants de l'ISP, en Tunisie, début novembre 2011. Cinquante communicants d'affiliés de l'ISP, la plupart originaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ont participé à cette formation de cinq jours sur les médias, dans le cadre de laquelle ils ont réalisé des travaux pratiques. Cette initiative a mis l'accent sur les témoignages des femmes et des jeunes qui étaient aux avant-postes des mouvements démocratiques. ♦



Le premier forum du Réseau d'action des communicants de l'ISP a eu lieu en Tunisie, en novembre 2011.

Égalité

Les femmes ont été durement touchées par les mesures d'austérité mises en place, à tort, par de nombreux gouvernements pour remédier à la crise financière mondiale. Au Royaume-Uni, par exemple, le chômage des femmes a atteint son plus haut niveau en 23 ans. Aux États-Unis, les femmes représentent 79 pour cent des 327 000 suppressions d'emploi dans la fonction publique. En résumé, les gouvernements exacerbent les disparités salariales déjà inacceptables entre hommes et femmes.

Alors que le Printemps arabe a inscrit la question de l'autonomisation et de l'émancipation des femmes à l'ordre du jour, les résultats sont, pour l'instant, mitigés. En Égypte, le Conseil suprême des forces armées a ignoré les appels lancés par les groupes de femmes et les syndicats pour que des amendements constitutionnels garantissent l'égalité des droits des femmes au travail et dans l'éducation. En Tunisie, cependant, les femmes ont mené une campagne réussie pour obtenir la parité entre hommes et femmes se présentant aux élections à l'assemblée nationale constituante. La Tunisie a également annoncé qu'elle lèverait ses principales réserves à propos de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

Après des discussions au Comité

mondial des femmes, l'ISP a lancé une enquête sur le travail précaire dans le secteur public. Les résultats serviront à étayer les actions des affiliés, ainsi que les activités de campagne, de pression et de mobilisation de l'ISP au niveau mondial.

L'ISP et d'autres syndicats mondiaux ont assuré une forte présence de notre mouvement à la 55^{ème} session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, tenue du 22 février au 4 mars 2011. Celle-ci avait pour thème « Accès et participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris en vue de la promotion de l'égalité d'accès des femmes au plein-emploi et à un travail décent ». Notre objectif était avant tout de veiller à ce que le point de vue des syndicats soit pris en compte dans les « conclusions concertées ». Les efforts de rédaction et de pression ont largement porté leurs fruits. Le défi consiste maintenant à traduire ces avancées internationales en résultats tangibles aux niveaux national et régional.

Entre autres thèmes, la 100^{ème} session de la Conférence internationale du Travail a traité de l'égalité au travail et du travail décent pour les personnels domestiques. L'ISP y a participé pleinement. La Conférence a adopté une convention historique déclarant que les personnels domestiques, estimés à

53 millions de par le monde, doivent jouir des mêmes droits fondamentaux que les autres travailleuses et travailleurs. La prochaine étape sera de convaincre les gouvernements de ratifier la convention. Malgré un large soutien à son adoption parmi les représentants gouvernementaux présents à la Conférence – un hommage a été rendu aux pressions exercées par les syndicats et les organisations de personnels domestiques – un nombre considérable de gouvernements, en particulier dans l'Union européenne, se disent peu désireux de la ratifier.

Lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels (LGBT)

L'ISP et l'Internationale de l'éducation, fédération syndicale internationale dont nous sommes très proches, ont organisé leur 3^{ème} Forum conjoint sur la diversité sexuelle au Cap, en Afrique du Sud. Celui-ci était coprésidé par Juneia Batista, vice-présidente du Comité mondial des femmes de l'ISP, et a compté avec la participation de 150 délégué(e)s de 45 pays, dont des représentant(e)s d'organisations de la société civile. Les délégué(e)s ont réclamé que les droits des membres LGBT soient défendus aux côtés des autres droits sociaux, économiques et humains – une quelconque hiérarchie des inégalités et des droits ne devra jamais être acceptée. ♦



Des délégué(e)s de l'ISP et d'autres Syndicats mondiaux à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, New York, mars 2011.

Renforcement syndical et solidarité internationale

En 2011, les événements qui ont le plus influé sur les projets de l'ISP ont été le Printemps arabe et la crise induite par les mesures d'austérité en Europe et en Amérique du Nord.

L'ISP mène des projets au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis plusieurs années. Avec cette prise de conscience démocratique, en janvier 2011, ces projets l'ont placée dans une position forte pour s'associer aux nouveaux mouvements syndicaux indépendants, en particulier en Égypte et en Tunisie. L'ISP entamera une nouvelle série d'activités en 2012 et après, axées sur le renforcement du processus démocratique et le syndicalisme indépendant dans la région.

La crise économique persistante a touché plusieurs de nos bailleurs de fonds fidèles, qui se voient contraints de revoir leurs budgets à la baisse. En outre, de nombreux gouvernements les encouragent à privilégier les régions « les plus pauvres », ce qui se traduit par une diminution des possibilités de financement de projets dans d'autres parties du monde, en particulier en Amérique latine.



Des personnels de la fonction publique, membres d'affiliés de l'ISP et d'autres syndicats, devant le *Lobatse Magistrate Court*, Botswana. En 2011, les syndicats de la fonction publique ont mené une grève générale, ce qui a déclenché des mesures antisyndicales radicales, dont des accusations montées de toutes pièces à l'encontre de syndicalistes. Les projets de développement menés par l'ISP en coopération avec LO-TCO (Suède) et SASK (Finlande) ont soutenu la défense des droits syndicaux au Botswana.



Des représentant(e)s du syndicat égyptien, *Health Technicians Union (HTU)*, aux côtés de Ghassan Slaiby, Secrétaire sous-régional de l'ISP pour les pays arabes. La HTU est un syndicat indépendant qui a vu le jour lors des dernières années de la dictature du Président Moubarak et a obtenu le soutien de l'ISP grâce aux projets de renforcement syndical financés par FNV Mondiaal (Pays Bas) et IMPACT (Irlande).

Cependant, plusieurs affiliés de l'ISP n'ayant pas collaboré précédemment avec notre Fédération se sont montrés désireux de soutenir des projets de renforcement syndical. En outre, plusieurs de nos bailleurs de fonds fidèles ont manifesté leur intention d'accroître leur soutien à nos projets.

Dans l'ensemble, le budget des projets demeure serré. Entre 2010 et 2011, les recettes ont diminué de 20%. Celles-ci devraient à nouveau baisser entre 2011 et 2012, mais pas dans une telle proportion.

Le Groupe de travail de l'ISP sur le renforcement syndical s'est réuni pour la première fois, en septembre 2011, à Londres. Il a commencé à formuler des recommandations provisoires sur les projets à inclure dans le Programme d'action, pour les soumettre à l'approbation du Congrès 2012.

En mai 2011, Jasper Goss a été désigné au poste de Coordinateur des projets au Siège de l'ISP. ♦

Administration publique et multinationales

Administration publique

L'ISP a soutenu une campagne menée conjointement par les affiliés du Cône sud en Amérique latine pour promouvoir les services publics de qualité et le travail décent et améliorer les techniques et outils de négociation. Ce plan d'action s'articule autour des axes suivants :

- Promouvoir la Charte de Genève sur les services publics de qualité et la ratification des Conventions no 151 et no 154 de l'OIT ;
- Nouer des alliances nationales et organiser des séminaires ;
- Organiser des actions coordonnées devant les ambassades chiliennes pour exiger des droits pour les travailleuses et travailleurs ainsi que des réformes constitutionnelles au Chili ;
- Organiser, en coopération avec l'OIT, des ateliers sur la négociation collective et le travail décent ;
- Améliorer la coordination sectorielle dans tous les pays participants.

Le Secrétariat enquête sur l'ampleur de la corruption dans les services publics et les initiatives menées pour endiguer ce fléau afin de mettre au point des matériels de campagne à l'intention des affiliés.

Travailleuses et travailleurs des services essentiels

L'ISP a invité des représentant(e)s syndicaux de toutes les régions à la première réunion du Groupe de travail sur les services essentiels, tenue à Genève, en avril 2011. Hélas, à cause de problèmes de visa, la région Asie-Pacifique n'était pas représentée.

Le refus, illégal, de certains droits cruciaux aux syndicats et aux travailleuses(euses) constitue le défi le plus difficile auquel sont confrontés les personnels des services essentiels. Beaucoup doivent composer avec du matériel de mauvaise qualité, de longs horaires de travail et des normes de santé et de sécurité insuffisantes, sans parler du niveau peu enviable de leurs allocations de retraite et rémunérations. La privatisation et le travail précaire, en particulier dans le système carcéral et le secteur de la sécurité, sont également des problématiques importantes.

En consultation avec le groupe de travail, l'ISP identifiera des projets pilotes en vue de conclure des accords de service minimum, de garantir et d'étendre le droit de grève, et d'obtenir un arbitrage obligatoire pour les personnels privés du droit de grève par la loi. Dans une



sélection de pays, l'ISP s'attellera aux mauvaises conditions de travail des pompiers et à la piètre qualité de leurs équipements de sécurité.

Multinationales

Les activités continuent de s'inspirer de l'accord mondial sur des principes communs signé en 2010 avec la multinationale française GDF SUEZ. L'accord a été négocié par l'ISP en partenariat avec deux autres fédérations syndicales internationales, la FETTB et l'ICEM, pour garantir les droits des travailleuses et travailleurs et des syndicats. Cette société emploie 300 000 personnes dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'environnement et de l'infrastructure.

S'appuyant sur cet accord, l'ISP a aidé l'affilié américain UWUA dans son conflit avec la filiale de GDF SUEZ, *United Water*. Les pressions exercées sur la direction à Paris ont permis d'obtenir des résultats satisfaisants aux États-Unis.

Des conférences annuelles se tiendront à Paris pour rassembler les représentant(e)s syndicaux de tous les continents et de tous les secteurs de GDF SUEZ pour discuter des activités et des politiques avec le président-directeur général du groupe. Deux séances de formation sur la mise en œuvre de l'accord seront organisées pour la direction et les représentant(e)s syndicaux en Amérique du Nord et du Sud. En outre, des négociations débiteront concernant un accord spécial sur la santé et la sécurité au travail. ♦



Des équipements de mauvaise qualité, de longues heures de travail et de piètres normes de santé et de sécurité sont le quotidien de nombreux travailleurs(euses).

Services municipaux

En 2011, de plus en plus de services publics placés sous responsabilité municipale ont souffert d'un manque de financement. Les services municipaux sont, par ailleurs, devenus une cible de prédilection pour les multinationales en quête de profit. Sous prétexte de gestion locale, de plus en plus de services sont décentralisés ou rendus aux autorités régionales, mais sans l'apport de fonds suffisants pour financer ces services. La conséquence, c'est que de plus en plus de municipalités se tournent vers l'externalisation, la privatisation et d'autres formes de prestation de services supposant la présence de sociétés à but lucratif.

L'absence de fonds pour le secteur municipal n'est bien sûr que l'une des facettes du sous-financement chronique des services publics en général, alors que la décentralisation vise généralement à déléguer la responsabilité politique à un autre niveau de gouvernance.

Notre objectif est d'aider les affiliés à relever les défis qui se posent à eux en échangeant des informations, des expériences et les meilleures pratiques, et en mettant à profit les outils et le cadre de la Campagne en faveur de services publics de qualité.

Réseau municipal

La portée des services publics assurés par l'échelon municipal varie grandement selon les pays, et déborde parfois sur d'autres secteurs de l'ISP. C'est en 2011 qu'ont été prises les premières mesures pour rétablir un réseau sur les services municipaux en vue d'échanger des informations et de discuter des moyens d'aller de l'avant.

Pour relever les défis qui se posent dans le secteur municipal, nous devons échanger nos expériences et nos savoir-faire. La plupart des attaques dont sont victimes nos affiliés ont beaucoup de points communs. Un réseau peut nous aider à capitaliser les victoires d'autres affiliés, et à éviter de reproduire les stratégies qui se sont déjà révélées infructueuses ailleurs. Pour l'instant, le réseau est uniquement électronique, et a pour objectif de réunir des informations sur les meilleures pratiques et d'informer les affiliés de manière à les inspirer et à l'avenir, de rassembler tous les affiliés menant des campagnes SPQ au niveau municipal.

Services publics de qualité au niveau municipal

Dans le secteur municipal, la campagne en faveur de services publics de qualité s'appuie sur les priorités fixées par le Congrès de 2007, notamment le principe selon lequel il ne peut y avoir de services publics de qualité sans personnels qualifiés et motivés. La clé réside donc dans de bonnes conditions de travail et de rémunération, et un environnement professionnel de qualité. Travailler dans des conditions précaires ébranle généralement la motivation et compromet la qualité des services, les travailleurs(euses) à temps partiel ou temporaires n'ayant guère l'occasion de suivre une formation suffisante.

Durban, où se tiendra le Congrès de l'ISP en 2012, a été choisie comme ville pilote pour la campagne. Un groupe de travail tripartite, composé de représentant(e)s des travailleurs(euses), de la société civile et de la municipalité, a été créé pour améliorer et développer les services publics à Durban. Ce modèle, dans lequel les prestataires et usagers des services publics se rencontrent et discutent des améliorations possibles, constitue un outil puissant pouvant être reproduit dans d'autres municipalités. ♦



Les membres du South African Municipal Workers' Union réclament de meilleures conditions de travail.

Santé

Les activités menées par l'ISP dans le secteur de la santé ont continué de porter sur les mesures nécessaires à la réalisation des trois grands objectifs fixés dans le cadre de la campagne en faveur de services de santé de qualité (2008-2012).

Veiller à la santé des personnels soignants

L'ISP a intensifié sa campagne de prévention des blessures par piqûre d'aiguille et de transmission des maladies véhiculées par le sang, comme l'hépatite et le VIH/sida. Nous avons mené des campagnes pour promouvoir la vaccination contre l'hépatite B, conformément aux lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé, et l'utilisation de dispositifs d'injection sûrs.

La nouvelle vidéo produite par l'ISP, « Le bon sens des aiguilles », a été distribuée aux affiliés, accompagnée d'un guide de discussion, pour informer et former les membres dans le monde entier. Ce DVD met l'accent sur les mesures à prendre pour prévenir les blessures par piqûre d'aiguille, les avantages des seringues à aiguille rétractable et la prophylaxie post-exposition.

Un projet d'une durée de trois ans, coordonné par l'ISP, visant à améliorer la réponse des syndicats du secteur public au VIH/sida en Afrique australe, s'est achevé en mars 2011. Le projet a associé 34 affiliés de l'ISP dans 11 pays, qui ont pu échanger et mettre en œuvre les meilleures pratiques. Une évaluation externe du projet a donné lieu à une appréciation extrêmement élogieuse, et un projet de suivi est en cours de conception.

Faire des services de santé de meilleurs lieux de travail

La privatisation ou l'externalisation des services de santé et d'appui (entretien, blanchisserie, gestion des déchets, laboratoires) dégradent les conditions de travail et d'emploi de bon nombre de personnels soignants. La détérioration des services publics et les pénuries d'effectifs entraînent également des horaires interminables, du stress et un risque de violence accru de la part des patient(e)s, ceux-ci devant attendre plus longtemps avant d'être reçus.



L'ISP a produit une nouvelle vidéo sur la sécurité dans le secteur des soins de santé, « Le bon sens des aiguilles », dans plusieurs langues.

L'ISP a demandé une analyse du coût de la privatisation. Intitulée « *A structural analysis of costs/benefits and efficiency changes resulting from privatisation of health services* », celle-ci a été achevée par le Bureau de recherches internationales sur les services publics (PSIRU), en 2011. Ce rapport contient des données que l'ISP utilisera pour aider les affiliés à remettre en question la privatisation et l'externalisation. En outre, des enquêtes ont été menées sur les problématiques auxquelles sont confrontés les personnels de santé sous contrat précaire. Ce document décrit la mise à mal de la santé des travailleurs(euses), ainsi que le risque non négligeable de détérioration des soins aux patient(e)s.

L'ISP est l'une des organisations qui soutient la Troisième Conférence internationale sur la violence dans le secteur de la santé, qui aura lieu en octobre 2012. En tant que membre du comité organisateur, l'ISP exhorte les délégué(e)s à s'atteler aux dangers que courent les personnels de santé dans les zones de conflit, de catastrophes naturelles et autres situations d'urgence – thème nouveau pour la conférence qui, jusqu'à présent, se consacrait uniquement à la violence dans un contexte de santé traditionnel.

Des services de santé de qualité pour tous les personnels et patient(e)s

En 2011, l'ISP a mis au point une base de données conviviale sur les normes internationales de santé et de sécurité au travail. Elle sera à la disposition de tous les affiliés sur les pages santé du nouveau site Internet de l'ISP. Les normes de l'OIT et de l'OMS seront présentées en termes simples, accompagnées d'un tableau détaillant les pays les ayant ratifiées. Dans la deuxième phase, les dossiers de l'OIT et des informations nationales renseigneront sur le degré de mise en œuvre effective des principes fondamentaux de santé et de sécurité.

L'ISP a lancé une série de symposiums en partenariat avec *Forum for Health*, groupe de 30 organisations non gouvernementales actives dans le domaine de la santé et du développement. Le premier symposium, organisé en décembre 2011, rassemblait des représentant(e)s du département de la santé et de l'environnement de l'OMS, du programme sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement de l'OIT (SAFEWORK) et du Réseau ouest-africain des syndicats de la santé. ♦

Services de distribution

L'ISP collabore avec les affiliés pour protéger les services publics de distribution, et présenter d'autres possibilités que la privatisation aux institutions régionales et mondiales qui influencent ce secteur. Dans le même temps, nous continuons de renforcer nos alliances avec les organisations de la société civile pour consolider notre voix collective dans ce combat incessant pour que chacun(e) ait accès aux services d'eau, d'assainissement et d'électricité.

Actions internationales

L'ISP soutient l'initiative de l'OIT visant à favoriser le dialogue social entre les syndicats, les travailleurs(euses), les employeurs et le gouvernement dans le secteur des services de distribution. Les projets en cours au Nigéria, au Malawi, aux Philippines et au Pérou poursuivent un objectif commun : mettre au point des mécanismes d'amélioration de la prestation publique des services d'eau et d'énergie.

Le modèle de partenariat public-public (PUP) continue de gagner du terrain dans le secteur de l'eau en tant que solution autre que la privatisation. Il est souvent cité aux Nations Unies, à l'OCDE, par la Commission européenne, par la CSI et par divers universitaires et spécialistes, groupes de la société civile et affiliés de l'ISP. Le personnel de l'ISP, les syndicats et des ONG sympathisantes rencontrent fréquemment les gestionnaires publics pour promouvoir le modèle PUP.

L'ISP a participé à la 17^{ème} conférence des parties (COP17) de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, l'accent étant placé sur l'atténuation et la réponse des services publics aux catastrophes naturelles. Les affiliés du Japon, de Corée, des Philippines, du Honduras et d'Afrique du Sud ont présenté leur travail. L'enjeu principal, c'est que les travailleurs(euses) soient associés aux plans de prévention et d'atténuation des catastrophes naturelles pour réduire les pertes humaines et matérielles, et garantir qu'ils/elles ne courent pas des risques inacceptables lors des interventions humanitaires.

Les syndicats des services de distribution ont participé au Forum social mondial 2011 qui s'est tenu à Dakar, au Sénégal. Nous avons profité de l'occasion pour mieux nous faire connaître auprès des ONG et d'autres groupes de la



Les membres du *Nigerian Union of Electricity Employees* manifestent contre les plans de privatisation.

société civile, échanger des connaissances en matière de campagnes, planifier et accroître la visibilité de nos activités.

Plusieurs réunions de planification ont été tenues pour préparer le Forum mondial de l'eau de mars 2012, et le Forum alternatif mondial de l'eau connu sous son acronyme français FAME. Ces réunions utiles ont encore renforcé les réseaux entre les syndicats et les groupes de la société civile.

Soutien des affiliés

L'ISP collabore avec le *Nigerian Union of Electricity Employees* (NUEE) depuis plusieurs années. Le gouvernement a annoncé en 2011 que l'ensemble du secteur serait privatisé. La résistance du NUEE a déclenché pour riposte une occupation militaire des centrales électriques et des mandats d'arrêt à l'encontre des responsables du syndicat. L'ISP s'est adressée au vice-premier ministre, au ministre de l'énergie et au ministre des finances pour expliquer l'incapacité des prestataires privés à fournir les services adéquats, en particulier aux classes défavorisées. La corruption endémique entrave considérablement la mise sur pied de services publics efficaces, et touche tous les travailleurs(euses) et leur famille au Nigéria. La privatisation n'apportera pas l'électricité à la population, mais enrichira quelques privilégiés. En outre, le gouvernement prétexte les violences sectaires pour réduire le syndicat au silence et étouffer les discours dissidents.

En Indonésie, la résistance contre la

privatisation de l'eau à Jakarta se poursuit. L'ISP collabore étroitement avec une ONG locale, et plusieurs développements politiques laissent présager une éventuelle remunicipalisation. Les choses sont différentes en ce qui concerne la privatisation de l'énergie. Après avoir réussi à bloquer la privatisation encouragée par la Banque mondiale pendant cinq ans, le syndicat de l'énergie est maintenant sous les feux directs du gouvernement et de la direction. Les partisans de la privatisation ont établi un « syndicat maison », qui cherche à se substituer à notre affilié pour représenter les travailleuses et travailleurs. Le gouvernement et la direction ont donné à ce syndicat des avantages flagrants en matière de négociation collective et de représentation. L'ISP soutient activement son affilié du secteur de l'électricité, notamment financièrement – en effet, le gouvernement a bloqué tous les fonds du syndicat.

L'ISP a financé une enquête sur un fonds d'indemnités de licenciement brésilien dont le capital est investi dans des logements sociaux et des infrastructures d'eau et d'assainissement. Ce fonds indemnise les travailleurs(euses) en cas de licenciement ou de maladie grave. Les employeurs doivent l'alimenter en versant un pourcentage du salaire de chaque travailleur(euse). Le fonds est géré conjointement par les syndicats, les employeurs et le gouvernement. L'ISP a également financé une enquête sur les principaux fonds de pension au Brésil. Celle-ci nous aidera à formuler des stratégies de soutien aux administrateurs des fonds de pension. ♦

Programme sur la migration internationale et les personnels des services sociaux et de santé

Des projets de recensement et d'enquêtes participatives menés dans trois pays – Ghana, Kenya et Afrique du Sud – se sont achevés en 2011. Au total, 1 133 entretiens et 13 discussions en groupes thématiques ont été organisés, fournissant une assise robuste pour l'enquête. Plus de 75% des personnels des services sociaux et de santé interrogés ont envisagé de partir à l'étranger pour bénéficier de meilleures conditions de travail, de rémunération, de formation et d'avancement professionnel.

Les rapports finaux mettent en exergue la crise des soins de santé dans les trois pays en question, qui se reflète dans le nombre élevé de maladies, les piètres résultats en matière de santé et les pénuries d'effectifs critiques. La cause sous-jacente est à rechercher du côté des faibles dépenses de santé. Les mauvaises conditions de travail qui en résultent, les faibles taux d'effectifs, l'absence de satisfaction professionnelle, le stress au travail, le manque de perspectives de formation et les inefficacités du système sont autant de facteurs qui poussent les personnels à partir à l'étranger.

L'enquête a découvert une corrélation indéniable entre l'amélioration des salaires et des conditions de travail et la réduction de la motivation d'émigration. Au Kenya, les candidats à l'émigration ont été moins nombreux quand les conditions de travail et de rémunération se sont améliorées en 2007. Des tendances similaires se sont dégagées quand les salaires ont été revus à la hausse au Ghana, et quand de nouvelles perspectives de formation, d'ascension hiérarchique et de rémunération ont été négociées en Afrique du Sud. Bon nombre de personnes interrogées ont reporté ou abandonné leur projet d'émigration car elles discernaient des possibilités d'amélioration de leurs conditions de travail, et de rémunération et des niveaux d'effectifs dans leur propre pays.

Les trois rapports nationaux comportent une série de recommandations aux gouvernements et syndicats, fondées sur l'assise solide de l'expérience des personnels en première ligne. Parmi celles-ci, des actions de



Les membres de l'ISP au Forum mondial sur la migration et le développement, à Genève, fin 2011.

promotion des services publics de santé de qualité, la syndicalisation, la négociation collective, des pratiques de recrutement éthique, des informations sur les processus de migration et des partenariats avec les syndicats dans les pays de destination.

Les rapports complets sont disponibles sur notre site www.world-psi.org.

Pour ajouter une dimension de plus à l'enquête menée en Afrique, des ateliers de formation ont été organisés en Asie-Pacifique avec la participation de l'Australie et des Philippines, importants pays receveurs et pourvoyeurs. À Sydney, un symposium et un atelier, organisés les 12 et 13 octobre, ont rassemblé des représentant(e)s de la *New South Wales Nurses' Association*, de la *Australian Nursing Federation* (branche de Victoria), de la *Fiji Nursing Association* et de la *Tonga Nurses' Association* pour mettre au point le plan de recherche et s'investir dans la campagne de recrutement éthique de l'ISP. À Manille, les 19 et 20 octobre, des représentant(e)s de la *Public Services Labour Independent Confederation*, de l'*Alliance of Filipino Workers*, de la *Confederation of Independent Unions in the Public Sector* et de la *Philippine*

Government Employees' Association ont mis au point un programme de travail similaire. Ils ont également lancé une Alliance pour le recrutement éthique.

Les enquêtes seront élargies à d'autres grands pays pourvoyeurs et receveurs en 2012, pour servir de fondement à un Rapport mondial de l'ISP sur la migration, qui sera présenté lors de la Conférence de l'ISP sur la migration, à Durban, les 22 et 23 novembre 2012.

Forum mondial sur la migration et le développement

Le cinquième Forum mondial sur la migration et le développement s'est tenu du 29 novembre au 2 décembre 2011, à Genève, avec en marge d'autres rencontres parallèles. L'ISP, en collaboration avec la CSI et les Fédérations syndicales internationales, s'est associée à des organisations de la société civile pour interpellier les gouvernements à propos de leur passivité face à l'exode des migrants d'Afrique du Nord, de la montée de la xénophobie et de leur non-application du cadre de droits des Nations Unies et des conventions de l'OIT pour gérer les flux d'immigration. ♦

Europe

Il s'agit de la deuxième année de transition de l'intégration entre la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) et l'ISP Europe, qui entrera en vigueur le 31 décembre 2012.

Les affiliés de la FSESP ont été confrontés à la plus grande offensive sur les services publics, l'emploi dans la fonction publique, les salaires, les retraites, la négociation collective et les droits syndicaux en Europe de ces 20 dernières années. Le dogme néolibéral dominant estime qu'il faut couper dans les dépenses publiques pour sortir de la crise, sans considération aucune pour l'augmentation des inégalités, de la pauvreté, du travail précaire et du chômage. Le tollé général contre les mesures iniques prises par les gouvernements au nom d'une certaine idéologie n'a cessé de s'amplifier, les syndicats étant aux avant-postes de ce mouvement de contestation.

Tout au long de l'année 2011, les syndicats des services publics et leurs alliés ont réclamé des solutions autres que l'austérité, qui sape les services publics et s'en prend aux personnels qui les fournissent. De grandes actions syndicales, grèves, manifestations, discussions et réunions ont eu lieu dans toute l'Europe.

La FSESP a régulièrement souligné que la relance et l'emploi sont la solution à la crise économique et financière, pas l'austérité. Les déficits publics sont la

conséquence de la crise économique, pas sa cause. L'origine est à rechercher du côté d'un système financier défaillant, après sa déréglementation et l'affaiblissement des mesures de contrôle et de supervision. Dans l'Union européenne, les pays ont déboursé 4 500 milliards d'euros pour renflouer les banques.

Il est impératif de régler d'urgence le système financier pour enrayer la spéculation, et de mettre en place un système fiscal équitable et efficace. La FSESP a rejoint la coalition Europeans for Financial Reforms, qui entend promouvoir une taxe sur les transactions financières ; la TTF, aussi connue sous le nom de « Taxe Robin des bois », a percé dans les milieux politiques en 2011.

Après l'incapacité du G20 à décider d'une TTF mondiale en 2010, les efforts se sont portés sur la mise en place d'une taxe de ce type dans l'Union européenne, première étape vers une taxe mondiale. Au départ réfractaire à l'idée, la Commission européenne a cependant soumis une proposition de directive établissant une TTF dans l'UE, le 28 septembre. En vertu de celle-ci, les États devraient appliquer des taux ne pouvant être inférieurs à 0,1% pour les transactions d'actions et obligations, et à 0,01 % pour les transactions de contrats dérivés. La TTF générerait 57 milliards d'euros par an pour soutenir les budgets nationaux et de l'UE, et contribuer à

financer des services publics de qualité.

La FSESP planifie également une campagne de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. On estime que la fraude fiscale, essentiellement par les grandes entreprises et les classes aisées, coûte à l'Europe entre 200 et 250 milliards d'euros chaque année.

Une enquête demandée par la FSESP fournit une analyse détaillée de l'incidence du réchauffement climatique sur un vaste éventail de services publics, et de ce que signifieront l'atténuation et l'adaptation à celui-ci. Les grands enjeux concernent le soutien à des objectifs d'efficacité énergétique contraignants, et la nécessité de remédier conjointement à l'inefficacité et à la pauvreté énergétiques.

En avril 2011, la FSESP a mis l'accent sur son soutien continu à l'intégration de critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics, pour garantir que les fonds publics seront utilisés pour lutter contre la pauvreté, le dumping social et le changement climatique.

Au travers de comités permanents, de groupes de travail et d'organisations régionales, la FSESP a mené de très nombreuses activités supplémentaires dans tous les secteurs, et a continué de s'atteler à des problématiques telles que le temps de travail, l'égalité hommes-femmes, la politique commerciale, la migration, le dialogue social, etc. Les détails de ces activités sont présentés sur le site www.epsu.org. ♦



Carola Fischbach-Pyttel, de la FSESP, avec les maires de Nantes et Bruxelles, favorables à une TTF.

Région interaméricaine

En 2011, l'ISP a mis en œuvre le Plan d'action interaméricain adopté lors de l'IAMRECON 2010. Les principaux domaines d'action relèvent de cinq grands thèmes.

Organisation syndicale

Plus de 1 200 responsables syndicaux ont assisté à des réunions visant à renforcer le développement syndical et l'organisation régionale dans plusieurs secteurs : l'eau, la justice, le législatif, le contrôle de l'État, les personnels des universités et les douanes.

Les comités nationaux de coordination ont été renforcés, avec de bons résultats au Pérou, en Équateur, en Colombie et en Bolivie, dans la sous-région andine prioritaire. Les affiliés du Honduras ont été rassemblés pour les aider à agir contre le gouvernement totalitaire.

Le Brésil et la sous-région des Caraïbes ont équilibré leurs budgets respectifs en 2011. Les États-Unis et le Canada ont enregistré des excédents. Le Cône sud devrait équilibrer son budget en 2012. Comme prévu, il faudra plus de temps pour que cet objectif soit atteint par l'Amérique centrale et la région andine.

Gouvernance mondiale

L'ISP a assisté pour la première fois à l'assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement. Nous avons rencontré ses directeurs exécutifs d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay pour discuter des propositions de réorganisation du Forum syndical de la BID.

L'ISP a demandé à participer à des forums de l'Organisation des États américains pour promouvoir la démocratie, les droits humains et l'égalité.

Le suivi des accords de libre-échange, et de leur impact sur les services publics, a été une grande priorité. En collaboration avec des alliés syndicaux et sociaux, l'ISP a cherché des occasions d'influencer le processus de création de l'Union des nations d'Amérique du Sud.

Dans le domaine du financement du secteur public, notre attention s'est portée prioritairement sur la taxe sur les transactions financières. Une enquête

a été lancée pour évaluer l'effet de cette taxe sur les finances publiques en Amérique centrale. Les travaux à ce sujet se poursuivront lors de la conférence Rio+20, des réunions du G20 et d'autres forums.

Droits humains et syndicaux

Dix responsables d'affiliés de l'ISP ont assisté à la Conférence interaméricaine des ministres du travail, organisée au Salvador, en novembre, pour dénoncer les violations des droits syndicaux.

De nouvelles possibilités de dialogue se font jour en Colombie, au Pérou, en Équateur et en Bolivie, pays dans lesquels les droits syndicaux sont depuis toujours difficiles à conquérir. L'ISP, en collaboration avec le Bureau de l'OIT pour les activités des travailleurs (ACTRAV), a organisé un forum bipartite sur le dialogue social et la négociation avec les gouvernements de ces pays. L'ISP a également poursuivi son action sur plusieurs fronts pour promouvoir les conventions fondamentales de l'OIT.

À la Cour interaméricaine des droits de l'homme, l'ISP a plaidé contre l'interdiction des syndicats de la fonction publique en Équateur. La situation au Wisconsin était en cours d'analyse pour saisir la Cour de ce dossier.



Le Secrétaire général de l'ISP en Équateur, 1^{er} mai 2011.

Équité, égalité et diversité

Les activités sous-régionales ont comporté un séminaire bipartite sur l'équité salariale. Celui-ci a vu la participation de représentant(e)s gouvernementaux et syndicaux de neuf pays de la région andine. En Amérique centrale, il a été prévu d'enquêter sur la violence au travail au Mexique, au Honduras et au Guatemala. Ces 10 dernières années, plus de 6 000 femmes et jeunes filles ont été victimes d'assassinats sexistes au Guatemala.

D'autres activités régionales et sous-régionales ont porté sur les problématiques auxquelles sont confrontés les jeunes, les membres LGBT, les migrant(e)s, ainsi que sur le combat contre le racisme et la xénophobie.

Solidarité internationale

La *Workers Solidarity Clinic* a ouvert en Haïti, au mois d'août. Elle a pour but premier de dispenser des soins maternels et infantiles, des vaccins et des soins préventifs aux syndicalistes et à leur famille.

Toujours en Haïti, le nouveau siège de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs publics et privés – financé par les affiliés canadiens et l'ISP – ouvrira en 2012.

En Colombie, où pour l'instant les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes, l'ISP et le centre national de coordination ont œuvré à l'élaboration d'une structure permanente pour négocier avec le gouvernement. Un forum sur le travail décent et la négociation collective, associant nos membres et le gouvernement, s'est tenu à Bogota.

L'ISP a joué un rôle important lors d'une conférence organisée par la Confédération syndicale des Amériques, au Guatemala, pour exiger que soient jugés les assassins de syndicalistes et défenseurs des droits humains.

Des actions ont été menées à plusieurs niveaux, en coopération avec les comités nationaux de coordination et les organisations internationales, pour contrer l'escalade des violations des droits humains et syndicaux au Honduras et en Équateur. ♦

Afrique et pays arabes

L'ISP a décerné son Prix des syndicats des services publics 2011 au *Health Services Workers' Union* du Ghana. Ce prix rend hommage à l'action menée par le syndicat pour améliorer les conditions de travail de ses membres, à ses initiatives d'amélioration de la communication avec ses membres sur les grands dossiers, et à ses actions de solidarité tant dans le pays qu'à l'étranger. Par exemple, le syndicat a aidé le *Health Services Workers' Union* du Sierra Leone en lui offrant des meubles et équipements pour la rénovation de ses locaux.



Les membres du Comité consultatif sous-régional, à Amman, mars 2011.

Mission au Zimbabwe

Une délégation emmenée par le Secrétaire général, Peter Waldorff, a rencontré tous les affiliés de l'ISP au Zimbabwe, du 19 au 21 juillet, pour discuter des difficultés auxquelles ils sont confrontés dans un environnement politique instable. Les relations avec le *Zimbabwe Congress of Trade Unions* sont tendues, compte tenu des querelles intestines. Si les syndicats reconnaissent que les processus mis en place par le fragile gouvernement d'unité nationale ne leur sont pas favorables, ils ne parviennent pas à s'entendre sur les moyens d'exprimer leur mécontentement au gouvernement.

Le Professeur Lovemore Madhuko, président de l'assemblée nationale constituante, a renseigné la délégation sur la mise en œuvre d'un accord

politique général et le processus de rédaction d'une nouvelle constitution. À ses yeux, la situation politique ne se prête pas à des élections.

Groupe régional de réflexion stratégique

La région Afrique et Pays arabes a tenu la deuxième réunion de son groupe de réflexion stratégique, du 19 au 21 septembre, à Johannesburg, avec une représentation des trois sous-régions africaines. Hélas, la sous-région arabe n'était pas représentée.

Cette rencontre avait pour objectifs de passer en revue les avancées accomplies, d'identifier des solutions possibles aux grands défis au moyen d'activités de l'ISP, de renforcer la

solidarité, de discuter des contributions au Congrès mondial et de préparer l'AFREC 2012.

Mission en Côte d'Ivoire

Lors d'une réunion du Comité exécutif régional, tenue du 6 au 8 avril, à Nairobi, trois affiliés de l'ISP ont signalé que les membres et leur famille se trouvent en grande difficulté à cause de la crise politique qui a suivi les élections présidentielles en Côte d'Ivoire.

Une délégation de l'ISP, composée de Mintou Garba, titulaire pour l'Afrique francophone, Mame Coumba Samba, présidente du Comité des femmes, et Kamissa Dembélé, secrétaire sous-régionale pour l'Afrique francophone, a par la suite rendu visite aux affiliés les 14 et 15 septembre. La mission a permis une nouvelle étape dans la relation entre l'ISP et ses affiliés ivoiriens – la création d'un comité national de coordination de l'ISP et d'autres structures qui avaient disparu après la guerre de 2002.

Programme régional de formation des jeunes

Le premier atelier régional de formation des jeunes de l'ISP s'est tenu à Accra, au Ghana, du 1^{er} au 3 décembre. Il a rassemblé 28 jeunes représentant les quatre sous-régions. L'atelier a porté sur les compétences décisionnelles, le renforcement des capacités, les défis auxquels sont confrontés les jeunes, et a amorcé le processus de création d'un réseau de jeunes dans la région. ♦



Les membres du Comité consultatif sous-régional, à Johannesburg, mars 2011.

Asie-Pacifique

Un séisme et un tsunami dévastateurs ont frappé le Japon, le 11 mars 2011. En plus du grand nombre de blessés et de victimes, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées et sont exposées aux risques de fuites radioactives de la centrale de Fukushima.

Des vies humaines et des milliards de dollars de dégâts sont également à mettre au compte des tremblements de terre en Nouvelle-Zélande et des fortes inondations en Australie et en Thaïlande.

L'ISP est solidaire de ses frères et sœurs qui se sont trouvés en première ligne pour porter secours aux victimes de ces catastrophes.

Conférence régionale

Plus de 200 délégué(e)s de 22 pays se sont rencontrés pour discuter des services publics et des droits syndicaux lors de la Conférence régionale d'Asie-Pacifique, tenue à Sydney, du 17 au 21 octobre.

Les ateliers ont souligné l'importance des partenariats et de la coopération pour concrétiser des services publics de qualité. Les participant(e)s ont débattu de l'impact de la crise économique sur les femmes, du travail précaire, de la privatisation, de la prévention des catastrophes naturelles et de la reconstruction, du besoin d'une taxation équitable, des violations croissantes des droits syndicaux dans des pays comme Fidji, la Corée et l'Indonésie, et des défis que doivent relever les syndicats de la fonction publique pour que les services publics de qualité deviennent réalité.

Les délégué(e)s ont mis au point un plan d'action régional pour s'atteler à ces enjeux, et à d'autres, au cours des cinq années à venir.

Travail précaire

La région Asie-Pacifique de l'ISP a mené une enquête sur le travail précaire, dans l'objectif d'inscrire cette problématique de longue date en tête des priorités. L'enquête a conclu à une généralisation de la précarisation et du caractère informel de l'emploi public dans des domaines d'activité comme l'électricité, l'eau, la santé, l'entretien et l'assainissement. Ce phénomène touche à la fois les personnels sous contrat classique et les travailleurs(euses) précaires.

Les affiliés de l'ISP aux Philippines



Délégué(e)s à la Conférence régionale Asie-Pacifique, Sydney, octobre 2011.

ont rencontré le Syndicat finlandais des professionnels des services sociaux et de la santé et le Centre finlandais de solidarité syndicale, à Manille, du 8 au 10 septembre. Ils ont réfléchi ensemble à des stratégies de lutte contre le travail précaire et de renforcement de l'influence syndicale dans le secteur de la santé.

Travail décent

Les affiliés de l'ISP s'inquiètent régulièrement des projets de la Banque asiatique de développement qui négligent les thématiques du travail. Les représentant(e)s de syndicats de cinq pays, dont les membres travaillent dans les services d'énergie et d'eau, se sont rencontrés, les 17 et 18 décembre, à Delhi, pour identifier des domaines clés d'intervention future.

L'ISP et cinq autres syndicats mondiaux ont également fait entendre leurs inquiétudes à propos de l'emploi et du travail décent lors de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique de développement, tenue à Hanoï, du 3 au 6 mai.

Renforcement de la participation des jeunes

La Conférence régionale d'Asie-Pacifique a réservé un espace aux jeunes, afin que ceux-ci puissent se rencontrer sur plusieurs jours pour échanger des expériences et recevoir des informations du Réseau des jeunes d'Asie-Pacifique. Parmi les faits marquants, citons une présentation émouvante des jeunes travailleuses et travailleurs indiens, et une vidéo sur les combats des jeunes au Japon.

Le Réseau des jeunes des Philippines a tenu une séance de planification stratégique, le 29 novembre, et d'autres jeunes se sont réunis pour renforcer le Réseau des jeunes d'Indonésie, le 8 décembre.

Défendre le secteur public en Corée

L'ISP et l'Organisation internationale du Travail ont organisé un atelier, du 20 au 22 juillet, à Séoul, pour promouvoir la ratification des conventions fondamentales de l'OIT. Une séance de planification stratégique de suivi a eu lieu les 14 et 15 novembre. La Corée a rejoint l'OIT en 1991, mais au lieu de ratifier les conventions fondamentales, elle s'en prend en permanence aux travailleurs(euses) et aux syndicats du secteur public.

Autres temps forts

La *All India National Life Insurance Employees' Federation* a gagné un procès grâce auquel, sous réserve d'un appel, les salarié(e)s employés par *Life Insurance Corporation* à titre « temporaire » – pour certain(e)s, depuis plus de 15 ans – pourraient bénéficier de l'ensemble des avantages et rémunérations jusqu'alors réservés aux salariés sous contrat permanent.

Le 29 juillet, le régime militaire au pouvoir à Fidji a aboli le système de prélèvement automatique des cotisations pour tous les syndicats de la fonction publique.

Vanuatu réforme son droit du travail. Un conseil consultatif tripartite a rédigé un nouveau projet de loi sur les relations d'emploi.

En août, le *All Japan Prefectural and Municipal Workers Union* (JICHIRO) a soumis une pétition ayant recueilli 1 593 545 signatures pour réclamer une amélioration des droits et des conditions de travail des personnels temporaires et à temps partiel.

Après des années de négociation, les salariés de Palyja (filiale de distribution d'eau de GDF-SUEZ, à Jakarta) ont obtenu une augmentation salariale de 50 pour cent, avec effet rétroactif à janvier 2011. ♦

États financiers 2011

	Bilan 2011	Budget 2011 SC	Bilan 2010
RECETTES			
Cotisations	7 653 805	7 352 000	7 710 744
Intérêts bancaires et produits des investissements	70 564	126 000	233 677
Remboursements	105 158	15 000	20 126
Recettes exceptionnelles	296 451	30 000	318 293
Contributions aux Fonds	217 153	338 000	483 119
Contributions des bailleurs de fonds à la gestion des projets	512 723	462 516	570 888
Recettes d'activités financées par des sources extérieures	1 691 415	1 688 723	2 069 601
TOTAL RECETTES	10 547 268	10 012 239	11 406 447
DÉPENSES			
Activités stratégiques	867 885	854 000	684 446
Réunions statutaires (au niveau mondial)	385 747	236 000	256 493
Réunions statutaires (au niveau régional)	341 939	283 500	280 162
Réunions statutaires (au niveau sous-régional)	275 758	225 000	305 983
Réunions externes	10 703	4 000	9 160
Réunions internes	48 877	38 000	42 079
Frais de représentation (Siège)	36 567	77 000	35 549
Frais de représentation ((sous)-régions)	157 977	148 000	174 479
Accord FSESP-ISP	883 189	883 189	896 894
Communication	212 715	180 000	141 487
Prix Kluncker Wurf	15 000	15 000	15 000
Contributions (CSI, Conseil des Syndicats mondiaux, etc.)	40 609	55 000	90 040
Frais de personnel (Siège)	3 165 186	3 013 000	3 031 080
Frais de personnel ((sous)-régions)	1 331 238	1 373 100	1 298 861
Frais de bureau (Siège)	301 493	425 000	469 509
Frais de bureau ((sous)-régions)	402 702	422 528	435 788
Frais de personnel/de bureau alloués aux projets	-512 723	0	-570 888
Audit	129 871	85 572	140 305
Dons (dépenses)	169 894	338 000	259 902
Dépenses extraordinaires	32 496	0	82 777
DÉPENSES ISP	8 297 123	8 655 889	8 079 109
Projets à financement externe	2 206 843	1 688 723	2 691 696
Amortissement	46 571	72 000	85 702
Provisions	218 500	218 500	638 700
Prélèvements sur réserves	-311 475	-504 000	-366 000
Montants alloués aux fonds ISP AID, AF et AP	126 128	0	224 000
Montants prélevés sur fonds ISP AID, AF et AP	-78 869	0	0
TOTAL DÉPENSES	10 504 821	10 131 112	11 353 207
EXCÉDENT/DÉFICIT	42 447	-118 873	53 240

Personnel de l'ISP

SIÈGE

Jenny Luck, Responsable de projets UDIS, a démissionné le 05/01/11.

Christine Roos, Responsable du Département UDIS, a démissionné le 08/01/11.

Patricia Clément, Comptable adjointe, a quitté l'ISP le 31/03/11.

Jorge Mancillas, Responsable sectoriel pour les services de santé, sociaux et municipaux, a quitté l'ISP après un congé sabbatique et sans solde (01/04/11 au 09/05/11) le 09/05/11.

Odile Frank a commencé un contrat à durée indéterminée en tant que Responsable des services de santé le 10/05/11.

Jasper Goss a pris ses fonctions de Responsable de projets le 23/05/11.

Le contrat à durée déterminée de **Tina Waldorff** du 01/12/10 au 31/03/11 en tant que Responsable de projets (Finance) a été reconduit du 01/04/11 au 31/05/11.

Richard Paul, engagé aux fonctions de Responsable financier le 02/05/11, a démissionné le 02/09/11.

Nghiep Ly a été engagé en tant que Responsable financier le 17/10/11.

Sophie Reynaud a été engagée sous contrat à durée déterminée en tant qu'Assistante aux ressources humaines du 01/04/11 au 24/09/11 (remplacement de congé maladie), suivi d'un autre CDD jusqu'au 31/12/11.

Gilles Landry a été engagé sous contrat à durée déterminée en tant que comptable du 01/10/11 au 31/12/11 (remplacement de congé maladie).

Détachements au Siège

Le détachement de **Maria Wattne**, FAGFORBUNDET, Norvège, en tant qu'Assistante de communication, s'est achevé le 11/03/11.

Le détachement de **Rolv Hanssen**, FAGFORBUNDET, Norvège, en tant que Responsable de projets de la campagne SPQ, a été prolongé jusqu'au 20/06/12.

AFRIQUE ET PAYS ARABES

Bureau sous-régional Johannesburg

Malibongwe S. Puzi, Coordinateur adjoint du projet VIH/SIDA d'UNISON-ISP, a quitté l'ISP le 31/03/11.

Duduzile Khumalo, Consultant SPQ (campagne de Durban), a été employé à temps partiel du 01/06/11 au 30/09/11.

Tsitsi Mariwo, Coordinatrice du projet VIH/SIDA d'UNISON-ISP, a été engagée sous un nouveau contrat à durée déterminée du 01/04/11 au 31/12/11.

Che Cyprain Tsi, Coordinateur de projets, a été engagé sous un nouveau contrat à durée déterminée du 01/01/11 au 31/01/12.

ASIE-PACIFIQUE

Ian Mariano, Coordinateur de projets, a été engagé sous contrat à durée déterminée d'un an le 01/01/11.

Philippines (Bureau des projets)

Jeremy Nishimori, Projet Banque asiatique de développement et Coordinateur de campagnes, a démissionné le 15/03/11.

Bureau sous-régional Japon

Rie Kakiage a été engagé comme Assistant administratif le 01/05/11, en remplacement de **Chiyoko Tanaka**.

EUROPE

Mathias Maucher a rejoint le Secrétariat de la FSESP, le 17 janvier 2011. Il est chargé du secteur des services sociaux et de santé.

INTER-AMÉRIQUES

Bureau régional Brésil

Elida Cruz, Coordinatrice de projets, a démissionné le 01/03/11.

Edilene Evangelista Cruz, Coordinatrice de projets, a été engagée sous contrat à durée déterminée, du 16/05/11 au 31/01/12.

Vivian Hatsumi Makia, Assistante administrative, a été engagée sous un contrat de 2 mois du 11/04/11 au 11/06/11, puis sous contrat à durée indéterminée à partir du 13/06/11.

Bureau sous-régional Équateur

Le contrat de Coordinatrice de projets de **N. Marcela Arellano Villa** a été prolongé du 01/10/11 au 29/02/12.

Xímena Burbano, comptable à temps partiel (20 heures/semaine), a rejoint l'ISP sous contrat à durée déterminée du 01/07/11 au 29/02/12.

Le contrat de **Veronica Montúfar** en tant que Coordinatrice de projets a été prolongé du 01/09/11 au 29/02/12.

Bureau sous-régional Costa Rica

Germán Hernández Mora, Assistant du Projet LO/FTF, a été engagé sous un nouveau contrat du 01/01/11 au 31/12/11.

Bureau de Washington

Mark Langevin, consultant au poste de coordinateur sous-régional pour l'Amérique du Nord et basé à Washington DC, a rejoint l'ISP sous un contrat à temps partiel (80%) du 01/09/11 au 31/08/12.



Les coordinatrices de projets de l'ISP, Verónica Montúfar et Marcela Arellano Villa, en Équateur, 1^{er} mai 2011.

45 avenue Voltaire, BP 9
01211 Ferney-Voltaire Cedex, France
Tél.: +33 450 40 64 64 – Fax: +33 450 40 50 94
psi@world-psi.org
www.world-psi.org